



HAL
open science

Le tourbillon de la recherche

Bernard Hubert, Jean-Paul Billaud, Franck-Dominique Vivien

► **To cite this version:**

Bernard Hubert, Jean-Paul Billaud, Franck-Dominique Vivien. Le tourbillon de la recherche. *Natures Sciences Sociétés*, 2016, 24 (2), pp.95-96. 10.1051/nss/2016023 . hal-01824968

HAL Id: hal-01824968

<https://hal.science/hal-01824968>

Submitted on 5 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Éditorial

Le tourbillon de la recherche

On assiste depuis quelques années à des transformations significatives dans ce qui donne sens et valeurs aux activités des chercheurs : elles sont la traduction dans notre monde professionnel de grands changements qui touchent les conditions et la considération du travail humain, le développement, quasiment sans limite, de l'accès à l'information ainsi que les attentes politiques en matière de développement économique et d'innovation. Ces transformations, qui passent par des injonctions sous forme réglementaire ou incitative, mettent la recherche en tension entre trois pôles dont les points forts ne sont pas forcément compatibles : la projectification, l'utilitarisme et l'internationalisation.

La projectification, qui touche bien d'autres secteurs professionnels que la recherche, s'inscrit dans la course à l'excellence et à la compétition entre individus, équipes, unités, établissements, tous soumis à des critères d'évaluation reposant entre autres – à côté de la quantité et de la qualité des publications – sur les performances en termes de soumission de projets. La reconnaissance procède davantage de la capacité à décrocher un projet (le montant du budget étant alors perçu comme signe de qualité) que de son contenu ou de ses futurs résultats. L'obtention d'une bourse de l'European Research Council (ERC) peut conduire l'institution du lauréat à lui allouer une prime individuelle au mérite¹, alors même que les travaux sont projetés et non réalisés. Mérite que s'attribuent également les établissements, voire les sites de travail, puisque le score ERC et le score ANR sont parmi les critères d'évaluation les plus mis en avant par les évalués comme par les évaluateurs. Entraînés dans un marché concurrentiel féroce pour l'obtention de projets, l'ANR ou la Commission européenne l'alimentant par leurs appels à propositions, équipes ou unités de recherche vivent ainsi au rythme du dépôt (communément, soumettre un projet demande 6 mois de travail). On entre alors dans l'ère du recyclage pour courir après les guichets et effacer les échecs successifs dans des

appels de plus en plus compétitifs (10 % de projets retenus à l'ANR, par exemple en 2015). On se fait de nouveaux amis (tel laboratoire étranger en quête – nécessairement urgente – de partenariat), le plus souvent sans lendemain. On est tour à tour évaluateur et évalué, tel l'arroseur arrosé qui n'est pas dupe des chausse-trappes de ce nouveau mercato de la recherche. Un marché dans lequel on trouve également les investissements d'avenir (programmes Idex, I-site, Labex, Equipex, Instituts Convergences, Instituts Carnot...) que les unités, établissements de recherche, universités tentent de décrocher. Là encore, dans un contexte de baisse des soutiens de base, l'enjeu porte sur la recherche de moyens, loin d'être négligeables, mais également sur la reconnaissance par les autorités régionales, par le ministère, par la collectivité internationale. Combien de regroupements institutionnels, gages de succès dans ce type de concurrence, ne sont-ils pas d'abord l'expression de la quête d'une meilleure place dans les classements académiques internationaux ? Et qu'advient-il alors du laboratoire ou de l'université, relégués dans le second marché réunissant ceux qui n'ont pas eu accès à ces labels de reconnaissance ?

Un deuxième ordre d'injonctions est celui qui vient d'une vision utilitariste de la recherche dont on attend, dans un monde résolument technoscientifique, des innovations pour soutenir le développement économique et l'emploi... si possible à court terme. Ces enjeux maillent, plus ou moins explicitement, les appels d'offres de recherche, qu'ils soient régionaux, nationaux ou européens. Certes, l'utilité ultime de la recherche est sociale et la société ne se contente plus d'espérer du travail de laboratoire mais elle revendique d'y participer. Par-delà ce mouvement profond pour construire un nouveau rapport entre l'ordre des sciences et l'ordre démocratique, force est de reconnaître que, dans les faits, une vision très standard et descendante de l'innovation perdure. L'appel à des partenariats public/privé, à des liens renforcés avec le monde des entreprises (au cœur du programme européen H2020), charrie bien des incertitudes et des ambiguïtés. Pour la multinationale disposant d'un

¹ Ce que le CNRS fait depuis 2010, suscitant récemment chez un des bénéficiaires un refus pour des raisons d'éthique.

service de R&D et consciente de la confidentialité sous-jacente, l'innovation est synonyme d'avantage concurrentiel. Pour la PME/TPE n'ayant pas les moyens d'une R&D propre et confrontée à la mise en place d'un programme collaboratif, l'issue est plus qu'incertaine. Au mieux, une start-up en sera issue, portée par les docteur(e)s les plus entreprenant(e)s et qui ont compris que leur avenir ne reposait pas sur le recrutement dans l'enseignement supérieur ou la recherche publique. En cas d'échec, les sciences sociales seront sollicitées pour identifier les freins à l'innovation et favoriser l'acceptabilité sociale... Ironie de cette dérive utilitariste, c'est peut-être là une voie pour les sites déclassés par l'excellence que d'être voisins d'entreprises « entreprenantes » afin de tirer leur épingle du jeu... Quant aux autres !

Troisième injonction, l'internationalisation reconfigure elle aussi le travail de recherche. Pas celle qui consiste à construire des collaborations toujours enrichissantes, mais celle qu'impriment les trois grandes conventions des Nations unies sorties du Sommet de Rio en 1992 : la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC), la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) et la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD)... auxquelles s'ajoute la question de la « sécurité alimentaire » dont on vient de s'apercevoir qu'elle n'était pas réglée comme on l'a cru, aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif, sanitaire ou nutritionnel. Elles résultent d'ailleurs d'alertes issues des communautés scientifiques ayant réussi à convaincre le monde politique de la nécessité d'un traitement global des questions du changement climatique, de la désertification et de la dégradation des terres, de l'érosion de la biodiversité (tant « sauvage » que « domestique »), d'une alimentation saine et satisfaisante pour tous. Tous sujets dont la connaissance repose sur des métrologies, bases de données, analyses, modélisations et interprétations que seule la science peut fournir et valider. Ces impacts sur le plan de la méthode portent également sur les énoncés mêmes de la recherche. Ainsi, à la suite de la COP 21 et de « l'accord de Paris », les autres grandes conventions reconsidèrent leur problématisation afin de profiter de l'effet « climat », sensible chez les politiques et les citoyens, et prometteur pour la mobilisation de fonds. Puisqu'il faut contribuer à produire des « solutions » aussi bien pour l'adaptation que pour l'atténuation du changement climatique, et qu'elles ont été énoncées et inscrites dans le cadre des Intended nationally determined contributions (INDC), les institutions impliquées dans les questions de biodiversité veulent développer des « *nature based solutions* » en s'inspirant des fonctionnalités des écosystèmes, la désertification est reformulée en « *land degradation neutrality* » de façon à s'inscrire dans cet agenda international des « solutions », la « sécurité alimentaire » impose

l'agriculture comme solution et n'en fait pas seulement une des causes du changement climatique...

La liste des nouvelles « initiatives » et des « agendas » mondiaux, portés par les agences des Nations unies, la Banque mondiale, les grandes universités (souvent américaines) et les grands établissements de recherche, s'allonge : GRA, GASL, LGA, AgMIP, GACSA², etc. Ne pas en être, c'est prendre le risque de l'isolement et d'une image de la recherche n'ayant pas prise sur les grands enjeux contemporains.

Chacune de ces injonctions va de pair avec un appel à l'interdisciplinarité mais celle-ci n'y est pas déclinée de la même façon. L'excellence académique repose sur le dépassement disciplinaire pour ouvrir la boîte noire de la complexité, soit une interdisciplinarité de proximité entre domaines cognitifs voisins mais limités face aux questions traitées. L'innovation recourt à ce que nous pourrions qualifier de transdisciplinarité, c'est-à-dire un au-delà des connaissances académiques qui s'allient et se confrontent aux savoirs expérimentiels dans des dispositifs de recherche participative, collaborative, partenariale, etc. Enfin, traiter de la sécurité alimentaire mondiale, lutter contre la 6^e extinction des espèces, maîtriser les maladies émergentes, protéger les sols et favoriser leurs capacités de stockage du carbone, tout cela sous contrainte de changement climatique qu'il faut ralentir tout en s'y adaptant, font appel et supposent une solide interdisciplinarité. À une telle échelle, sa déclinaison est pour partie à inventer.

C'est donc dans ce contexte d'une triple injonction que les chercheurs comme les institutions qui les encadrent sont appelés à travailler. *NSS* y voit l'opportunité de renouveler nos débats et échanges d'expériences sur les concepts et les pratiques de l'interdisciplinarité, celle-ci n'ayant plus le statut de la marginalité, voire de la déviance empreinte de peu de scientificité comme il y a 40 ans. Mais le tourbillon dans lequel semble prise l'activité de la recherche, chacun faisant aisément le constat d'une telle accélération avec son lot de confusions ou d'opportunités, nécessite en retour une nouvelle exigence collective, dont celle qu'appelle la démarche interdisciplinaire, si l'on ne veut pas que s'ouvre le règne des déceptions, à la hauteur des ambitions affichées et de la faiblesse théorique et méthodologique des pratiques prônées.

Bernard Hubert, Jean-Paul Billaud,
Franck-Dominique Vivien

² GRA : Global Research Alliance ; GASL : Global Agenda for Sustainable Livestock ; LGA : Livestock Global Alliance ; AgMIP : Agricultural Model Intercomparison and Improvement Project ; GACSA : Global Alliance for Climate-Smart Agriculture.